

<p style="text-align: center;"><b>CONVENTION DE MISE EN PLACE D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION GENERALE DES SERVICES</b></p>
--

**ENTRE :**

**La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin** (la CoVe), sise 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras cedex,

Représentée par M. Francis ADOLPHE, Président de la Communauté, en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du ...,

Désignée ci-après, par le terme « la communauté »  
d'une part,

**ET :**

La Commune de Carpentras, sise Hôtel de Ville, BP 264, 84200 Carpentras Cedex,

Représentée par M. Serge ANDRIEU, Premier Adjoint au maire, en vertu de la délibération du conseil municipal en date du 30 septembre 2014,

Désignée ci-après, par le terme « la commune »,  
d'autre part,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-4-2,

**Vu** l'avis favorable du comité technique paritaire de la communauté, en date du 18 septembre 2014,

**Vu** l'avis favorable du comité technique paritaire de la commune, en date du 22 septembre 2014,

**Considérant** que la commune et la communauté ont l'opportunité de créer un service commun de direction générale des services, en dehors des compétences qui ont été transférées à l'établissement public, afin de :

- développer une culture partagée et des méthodes de travail harmonieuses entre les deux structures, facilitant ainsi l'élaboration et la mise en œuvre d'un projet de territoire et d'un schéma de mutualisation des services,
- améliorer la cohérence et l'efficacité des politiques publiques développées par les deux structures signataires,
- rationaliser les moyens en faisant des économies d'échelle

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1er : Objet et périmètre de la convention**

La commune et la communauté décident de créer un service commun de direction générale des services.

A la date de démarrage de la convention, le périmètre de ce service commun se limite, dans un souci de progressivité et d'efficacité de la démarche, à la seule fonction de directeur général des services, à l'exclusion des fonctions de directeur adjoint, d'assistance de direction ou de secrétariat.

Il est aussi précisé, que dans un souci de rationalisation des moyens, cette fonction sera occupée par un seul agent.

L'activité du service commun sera consacrée pour une quotité de 60% à la communauté d'agglomération et de 40% à la commune.

Une évolution future du périmètre du service commun donnera lieu à avenant à la présente convention.

## **Article 2 : Transfert de personnels**

Le fonctionnaire occupant la fonction de directeur général des services de la Commune de Carpentras, dans la mesure où il remplit en totalité ses fonctions dans la partie de service mis en commun, est transféré de plein droit, après avis de la commission administrative paritaire, à la Communauté. Il conserve, s'il y a intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui lui était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

## **Article 3 - La situation des agents du service commun**

### **Article 3-1 - Autorité hiérarchique, autorité fonctionnelle et délégations**

L'agent du service commun est placé sous l'autorité hiérarchique du Président de la communauté d'agglomération.

Pour l'exercice de ses fonctions il est placé, en fonction des missions qu'il réalise, sous l'autorité fonctionnelle, soit du Maire, soit du Président, qui lui adressent directement les instructions nécessaires à l'exécution des tâches ou missions qui lui sont confiées et en contrôlent l'exécution.

Le Maire ou le Président pourront donner, par arrêté, sous leur surveillance et leurs responsabilités respectives, délégation de signature au directeur général des services, agent du service commun, pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

### **Article 3-2 – Gestion administrative et rémunération**

L'agent du service commun est statutairement employé par la communauté d'agglomération, qui assure la gestion de sa situation administrative et sa rémunération, sauf s'il fait l'objet d'une simple mise à disposition de personnel auprès de celle-ci et sauf dispositions contraires prévues par la présente convention.

Il peut être indemnisé par la commune auprès de laquelle il sert des frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice des fonctions exercées pour son compte, suivant les règles en vigueur dans cette administration. Sous réserve des éventuels remboursements de frais, il ne peut recevoir aucun autre complément de rémunération. Si un tel complément, dûment justifié, devait être décidé par la commune dans le cadre de sa réglementation interne, il ne pourrait être appliqué qu'après modification de la présente convention.

S'agissant du temps de travail, la commune bénéficiaire du service commun est associée à la définition du/des cycle(s) de travail, ainsi qu'à leurs éventuels aménagements. Elle s'engage à respecter le(s) cycle(s) ainsi défini(s).

Pour l'attribution des divers droits à congés ou autorisations d'absence, à l'exception des congés prévus à l'article 57 - 2° à 4°, l'avis préalable de la commune bénéficiaire est requis.

Dans l'hypothèse où l'agent du service commun serait victime d'un accident de service, la commune bénéficiaire s'engage à faciliter la procédure de déclaration et, le cas échéant, l'enquête réalisée par l'autorité hiérarchique, requise pour la reconnaissance de l'imputabilité au service.

L'agent employé au sein du service commun informe sans délai son supérieur hiérarchique ainsi que, le cas échéant, la commune bénéficiaire, de toute absence imprévue pouvant affecter le service.

### **Article 3-3 - Conditions de travail et prévention des risques professionnels**

Les missions et activités pouvant être confiées à l'agent du service commun par les communes sont formalisées au moyen d'un profil de poste, élaboré par la communauté d'agglomération en concertation avec la commune.

La commune bénéficiaire du service commun fixe les conditions de travail des agents mis à sa disposition. A ce titre, elle s'engage à :

- lui fournir l'ensemble des moyens matériels et humains nécessaires à l'exercice de ses missions,
- lui proposer des conditions de travail conformes aux exigences d'hygiène, de sécurité et de santé au travail.

L'autorité fonctionnelle propose un plan de prévention des risques professionnels, complété en lien avec l'autorité hiérarchique, selon les dispositions des articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, et actualisé autant que de besoin. En cas de risque avéré pour la santé et la sécurité de l'agent du service commun, elle s'engage à prendre les mesures nécessaires pour le réduire ou le faire cesser et en informe l'autorité hiérarchique.

Celle-ci est en charge, sur la base du plan de prévention, de fournir à l'agent les formations, consignes et équipements de protection individuels requis.

Si l'agent du service commun a un motif raisonnable de penser que sa situation de travail présente un danger grave et imminent pour sa vie ou pour sa santé et souhaite exercer le droit de retrait prévu aux articles 5-1 et suivants du décret n°85-603 du 10 juin 1985, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive, il en avise immédiatement son supérieur hiérarchique, qui saisit l'autorité fonctionnelle.

L'autorité hiérarchique reste compétente pour gérer la procédure d'exercice du droit de retrait, en concertation avec la commune. Cette dernière informe son comité d'hygiène, de sécurité et des conditions du travail, ou à défaut son comité technique, des dangers identifiés et des mesures prises pour les éviter.

Les dommages susceptibles d'être causés dans le cadre de l'exécution des missions confiées par le bénéficiaire de la convention à l'agent du service mutualisé relèvent de la responsabilité exclusive de la commune bénéficiaire, dans le cadre des contrats d'assurance souscrits à cet effet.

### **Article 3-4 : Droits et obligations, évaluation et discipline**

L'agent du service commun est soumis aux règles d'organisation et de fonctionnement de la commune bénéficiaire. Il est tenu, à son égard, au respect des obligations des fonctionnaires telles que définies par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 et la jurisprudence, notamment les obligations de discrétion professionnelle et le devoir de réserve.

Dans l'hypothèse où il serait confronté à une situation engageant le devoir de désobéissance à l'égard de l'autorité fonctionnelle, face à un ordre manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public, et dans l'impossibilité de trouver une issue avec celle-ci, il pourra faire appel à son autorité hiérarchique pour résoudre cette situation.

La commune bénéficiaire du service commun peut saisir l'autorité hiérarchique d'une demande visant à mettre en œuvre une sanction disciplinaire, une décharge de fonctions, ou un licenciement.

La personne qui, au sein de la commune bénéficiaire, se voit confier l'autorité fonctionnelle directe sur le chef du service du service commun, établit un rapport sur sa manière de servir, à l'issue d'un entretien individuel. Ce rapport est transmis au chef du service commun, qui peut y apporter ses observations, puis remis à son supérieur hiérarchique direct, en amont de la procédure annuelle d'évaluation et dans un délai permettant d'en respecter le formalisme.

#### **Article 4 - Modalités de remboursement**

Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement constatées par la communauté ou la commune bénéficiaire de la mise à disposition.

##### **1. La détermination du coût unitaire de fonctionnement**

La communauté, en qualité de gestionnaire du service commun, déterminera le coût unitaire de son fonctionnement, chaque année, à partir des dépenses inscrites dans le dernier compte administratif.

Dans la mesure où l'agent du service mutualisé disposera, pour l'exercice de ses fonctions, d'un bureau dans chacune des deux structures, il est convenu, dans un souci de simplification, que les seules dépenses du service commun donnant lieu à remboursement seront les charges de personnel relatives à cet agent. Toutefois, si d'autres dépenses mutualisables, en lien avec le fonctionnement du service, venaient à être identifiées en cours d'exécution de la convention, elles pourront s'additionner au coût de fonctionnement. Compte tenu du fait que la Ville de Carpentras met à disposition le véhicule utilisé par l'agent, il est précisé que les dépenses afférentes au véhicule (à l'exception du carburant) feront l'objet d'un état récapitulatif annuel et donneront lieu à remboursement dans les modalités prévues au paragraphe 2. Les dépenses de carburant seront prises en charge directement par chacune des deux structures.

##### **2. La détermination des unités de fonctionnement**

Une unité correspond à une utilisation du service commun par la collectivité bénéficiaire.

Il est convenu que cette utilisation par chacune des collectivités bénéficiaires est forfaitisée sur la base des quotités suivantes :

- 60 % d'utilisation par la Communauté
- 40 % d'utilisation par la Commune

C'est donc cette clé de répartition qui sera utilisée pour déterminer le montant du remboursement. Il est précisé que cette ventilation correspond à la répartition du temps passé pour accomplir les missions confiées à l'agent du service commun par chacune des collectivités.

Du montant du remboursement par la Commune ainsi établi, sera déduite la quote-part de 60 % des dépenses afférentes au véhicule telles que mentionnées au paragraphe 1.

##### **3. Délai de calcul du montant du remboursement**

Le coût unitaire prévisionnel sera porté par la communauté à la connaissance de la commune, chaque année, avant la date d'adoption du budget, prévue à l'article L. 1612-2 du Code général des collectivités territoriales.

Pour l'année de signature de la présente convention, le coût unitaire prévisionnel est porté à la connaissance de la commune, dans un délai de trois mois à compter de la signature de ladite convention.

Dans le mois qui suit la fin de l'exercice, le coût unitaire est arrêté de manière définitive, puis communiqué aussitôt à la Commune.

#### 4. Imputation des effets de la présente convention sur l'attribution de compensation

La communauté étant soumise au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts, celle-ci et la commune choisissent d'imputer les effets financiers de la présente convention sur l'attribution de compensation. Le montant du remboursement défini aux alinéas précédents devra donc être pris en considération lors de la communication par la communauté du montant prévisionnel de l'attribution de compensation à la commune, avant le 15 février de chaque année, conformément à l'article précité du Code général des impôts.

La communauté versant une attribution de compensation à la commune, les frais liés au service commun seront donc déduits des versements de l'attribution de compensation. Les déductions d'attribution de compensation opérées sur une année N comprennent ainsi :

- le remboursement provisoire de l'année N calculé sur la base du coût unitaire prévisionnel de l'année N
- la régularisation du remboursement de l'année N-1 calculée sur la base du coût unitaire définitif de l'année N-1, déduction faite du remboursement provisoire de l'année N-1.

#### **Article 5 – Bilan annuel**

Chaque année, le Directeur général des services dresse un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, transmis au Maire et au Président.

#### **Article 6 – Date d'effet, durée de la convention et dénonciation**

La présente convention prendra effet à la date du 24 novembre 2014. Elle est conclue pour une durée de six ans. Elle pourra être modifiée, par voie d'avenant, accepté par les deux parties. Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, suite à une délibération de son organe délibérant, notifiée au cocontractant, par voie de lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette dénonciation ne pourra avoir lieu que dans le respect du préavis d'un exercice budgétaire. Toutefois, dans l'hypothèse où le motif de dénonciation serait un risque grave et persistant pour la santé et la sécurité des agents, ce préavis pourra être porté à trois mois.

Cette dénonciation emportera une répartition des matériels acquis par la communauté gestionnaire du service au cours de l'exécution de la présente convention, par accord entre les deux collectivités. Elle vaudra dénonciation simultanée des conventions de mise à disposition de personnel conclues dans le cadre du service commun.

#### **Article 7 - Juridiction compétente en cas de litige**

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations amiables, le Tribunal administratif de Nîmes est compétent.

Fait à .Carpentras,  
Le :

**Le Président de la CoVe**

Francis ADOLPHE

**Pour le Maire de la Ville de Carpentras  
et par délégation,  
Le Premier Adjoint au maire**

Serge ANDRIEU